

Restitution de l'atelier « Troyes d'Orient »

L'idée d'habiter une mégalopole vivable, installée dans un parc est on ne peut plus séduisante.

Sa dimension y devient un atout et non un repoussoir à trajets. Qui n'aimerait pas vivre dans un parc arboré traversé par la magie de l'eau tout en bénéficiant des aménités de la ville habitée ou proche ?

Le bassin de la Seine de sa source au Havre en offre l'opportunité à l'échelle de 20 millions d'habitants ; Moyennant une transition qui remet dans le droit chemin les égarements générateurs de crises à répétitions : écologiques, économiques, sociales, financières.

Comment ?

La nourriture, les éco matériaux, les éco énergies poussent à la campagne et sont consommés en ville. Mieux, ils peuvent stocker du carbone plutôt qu'en émettre. Nous tenons là un levier de rétablissement des rapports ville-campagne dans une relation d'égalité.

Entre Troyes et le territoire alentour, avec les autres territoires du bassin de la Seine, il y a matière à travailler ce changement de métabolisme territorial : productions et consommations locales, flux de personnes, marchandises connaissances et argent qui entrent et sortent des territoires.

Concrètement, il s'agit de changer la géographie humaine, les pratiques pour rétablir les ressources naturelles et en tirer parti autrement : planter des haies, des arbres sur le plateau désert, dans une approche paysagère et agronomique est de nature à faire revenir l'eau ; produire des éco matériaux comme le chanvre sur le plateau ou le bambou en vallée est de nature à développer l'emploi local, dépolluer les nitrates, réduire et stocker les émissions de gaz à effet de serre avec pour débouché la métropole sequanienne et ses 20 millions d'habitants; il en est de même de la production de nourriture en mode permaculture moyennant plantations ou d'éco énergies comme le bio méthane, moyennant le retour d'un peu d'élevage nourri au sorgho produit localement plutôt qu'au soja importé du Brésil déforestateur.

Les problèmes posés trouvent des solutions à des échelles géographiques variables : ils impliquent des communautés de projet plutôt qu'un nième découpage géographique ; des coopérations, des contractualisations entre territoires plutôt que des compétitions installées depuis les années 80, contreproductives, mortelles.

Et une irrigation des territoires par des mobilités réinventées, une structuration des aménités en conséquence.

La fabrique urbaine et rurale de l'économie circulaire en dépend.

Avec une obligation de résultat : il reste 2 mandats municipaux d'ici au déclenchement des 2°C de réchauffement. Ce qui écarte les grands projets au profit de petits projets, efficaces massivement reproductibles.

Quels type de projets ?,

- Les grands lacs ont été construits comme des baignoires techniques : gestion de la crue, de l'eau de refroidissement du nucléaire, de l'étiage et de la biodiversité aquatique. Surprise, des centaines de milliers d'oiseaux s'arrêtent lors des migrations, amenant des touristes et du développement économique. Les lacs sont un moteur économique et culturel à potentiel qui peuvent aussi produire du photovoltaïque sur l'eau ou contribuer à gérer la pointe de consommation d'électricité quotidienne en stockant la production des énergies renouvelables aux heures creuses.
- Le plateau crayeux au nord de Troyes est un désert de biodiversité. Au XVIIIème siècle il était consacré à l'élevage ovin. Au XIXème, la culture du pin noir a été tentée puis abandonnée avec l'émergence de l'agriculture comme débouché de l'industrie chimique. Mais des amendements à l'argile ont aussi été apporté à des sols qui peuvent aujourd'hui produire sous d'autres formes : agroforesterie, permaculture ; avec un développement massif de l'emploi local : un emploi pour 100 ha dans l'agriculture industrielle, un emploi à l'hectare, 100 fois plus si l'on prend la moyenne d'un douzaine de fermes, identifiées par l'INRA comme travaillant en permaculture et qui ont plusieurs années d'existence ; avec des plantations de haies, d'arbres dans une approche associant paysage, agronomie et corridors de biodiversité.
- Les mobilités ont été seulement listées faute de temps vélo électrique, bus, train, voitures et covoiturage ou tiers lieux de campagne ou de ville. Mais deux infrastructures ont été pointées, une écluse à réparer pour rétablir la continuité navigable avec l'aval et une ligne de chemin de fer à potentiel.
- L'idée de pousser la présence d'animaux sauvages moteur de revitalisation économique a mis l'accent sur d'autres productions comme l'élevage de poissons, les algues, puis sur le processus à imaginer pour amorcer et développer la transition ici. D'abord en imaginant des cellules de développement aptes à se multiplier, puis la culture des initiatives locales ou nationales exemplaires avant de déboucher sur cette idée : et si on proposait des terrains à des porteurs de projet, 10 ha, 100 ha, dans un appel à projet, pour faire pousser par exemple du bambou, excellent matériaux de construction ou tout autre développement ? Ce qui débouche sur cette proposition : l'établissement public foncier Grand Est est l'acteur à même de porter cette proposition, il est un acteur majeur de la transition par les enjeux fonciers sous-jacents.
- Enfin la question centrale de la mise dans la boucle des habitants, des initiatives et pratiques locales et de l'acceptabilité des projets a conduit à proposer de construire un observatoire des initiatives et une vitrine à projets réussis. Par qui ? L'université, la Dreal, les Agences d'urbanismes, les Parcs naturels régionaux, orchestrés dans le prochain contrat de plan Etat-Région. Mais aussi à organiser les échanges, à tester les projets, à les enrichir selon des formes à organiser.
- Le tout reposant sur des communautés de projet, aux frontières cernées par des unités paysagères et leur socle géologique sur lesquelles les générations successives se sont installées.

Jean-Michel Vincent